

N'allons pas nous imaginer que notre situation économique est relativement bonne puisque nous avons résolu le problème fondamental de l'industrie manufacturière au Canada, de l'accès aux marchés d'envergure sur le plan concurrentiel, car il n'en est rien. Et le succès qui semble avoir couronné le CANDU ne saurait remplacer en soi une politique scientifique efficace et complète, laquelle fait toujours défaut. En tant que pays, la fortune nous a relativement souri dans l'ensemble, sur le plan économique, malgré les politiques adoptées par le gouvernement depuis 1967. Mais cela ne saurait durer indéfiniment. Nous devons nous efforcer rapidement de combattre, d'enrayer le désordre engendré chez nous par l'inflation, de l'empêcher de se propager. Il ne sert à rien de nous dire que l'inflation de même que les injustices et les tensions qui en résultent sont encore pires ailleurs, en fait dans la plupart des autres pays. J'affirme, monsieur l'Orateur, que notre pays a reçu en héritage un magnifique patrimoine. Faisons en sorte d'en profiter.

J'ai entendu dire que les Canadiens se plaignaient de l'inflation mais n'étaient pas prêts à y remédier, pas prêts à accepter les restrictions nécessaires pour la combattre. Comment le savons-nous? Le gouvernement passe beaucoup de temps à dire au pays qu'on n'y pouvait rien, que l'inflation était attribuable à des facteurs auxquels le Canada ne pouvait rien. Comme résultat, chacun tire la couverture de son côté. C'est la mentalité qui se propage dans notre société aujourd'hui: chacun pour soi et que le diable emporte le reste.

● (1540)

Je crois que notre démocratie est mise à l'épreuve comme elle l'a rarement été par le passé. Ce qui est tout particulièrement en jeu dans ce cas-ci, c'est la compétence de notre gouvernement national à diriger. La direction qu'il nous faut doit reposer sur au moins trois attributs. Premièrement, il faut pouvoir déceler l'intention de prendre la situation au sérieux et la détermination de faire quelque chose pour y remédier. Deuxièmement, il faut pouvoir créer la stabilité et un climat de confiance en cette stabilité d'un bout à l'autre du pays. Troisièmement, il faut pouvoir insuffler l'autodiscipline aux Canadiens dans leurs activités quotidiennes. Le gouvernement ne réussira à inculquer cette discipline individuelle que s'il démontre qu'il peut lui-même se discipliner.

Il ne s'agit pas simplement de quelque chose qu'on peut régler en tirant des leviers ou en poussant des boutons. C'est d'une force psychologique qu'il s'agit. Il faut s'attaquer au problème en en tenant compte. S'il y a un point que nous n'avons cessé d'essayer de souligner au gouvernement au cours des deux dernières années, c'est bien celui-ci. S'il y en a un avant tout que l'administration actuelle a décidé d'ignorer et d'oublier, c'est bien celui-ci. Nous commençons maintenant à entendre une chanson différente. Le premier ministre a parlé à la séance d'ouverture de la conférence des ministres des Finances du Commonwealth. Il y a parlé de confiance. Il a dit espérer que la rencontre serait marquée d'un grand climat de confiance et a ajouté: «C'est l'élément essentiel de la structure économique mondiale, peut-être le seul dans le système monétaire mondial à revêtir quelque importance.»

Comment les Canadiens peuvent-ils avoir confiance s'il n'y a pas d'ordre et de stabilité? Le gouvernement qui s'est complu, pendant six ans, dans un fatras de prétendues réformes fiscales, de politiques de concurrence confuses et d'étranges lois contre le mercantilisme un gouvernement dont, il y a cinq ans, le seul remède à l'inflation était le

L'Adresse—M. Stanfield

chômage et dont l'attitude récente est de faire l'autruche, ce gouvernement, dis-je, reconnaît maintenant la gravité du problème et est accablé par l'importance de la confiance. Je renvoie le premier ministre à son intéressant discours plein de fougue et je lui demande s'il dit maintenant au pays: «Que oui! Vous avez confiance!»

Il y a presque cinq mois que la Chambre s'est ajournée. Il y a cinq mois, le Parlement précédent a rejeté un budget dont la première préoccupation n'était pas d'engendrer la confiance. Au contraire, une trop grande partie de ce budget visait à provoquer une confrontation. D'ici six semaines, si l'on en croit le ministre des Finances (M. Turner), nous devons étudier un autre budget et nous verrons si le premier ministre ou le ministre et le gouvernement ont réellement appris quelque chose dans l'intervalle. Je l'espère, monsieur, car je crois que nous sommes sur une pente très dangereuse s'ils n'ont rien appris.

Nous vivons une période de graves difficultés et des jours difficiles nous attendent encore. C'est un fait. Il ne s'agit pas d'un quelconque pessimisme professionnel simpliste de ceux qui siègent dans l'opposition officielle. C'est également un fait que le gouvernement n'a pas encore réglé ses comptes avec les Canadiens; et je sais que le ministre des Finances, s'il était ici, s'offensera peut-être de cette accusation. Mais il ne peut tout simplement pas défendre l'intégrité du gouvernement dont il fait partie. Nous avons eu droit aujourd'hui à autant d'histoires, d'explications, de plaidoyers et d'alibis contradictoires différents qu'il y a de membres dans le cabinet.

Au nom de son chef et de ses collègues, le ministre des Finances, pendant presque deux ans, n'a fait valoir qu'une seule mesure en vue de combattre l'inflation, soit l'accroissement des approvisionnements. Selon lui, cela devait améliorer la situation. Le ministre et son chef nous diront peut-être maintenant où cette politique a raté en ce qui concerne la fixation des contingents, les mises en marché et l'entreposage des œufs. Je n'ai encore entendu ni l'un ni l'autre se prononcer sur la question.

Il nous faut mettre un terme à ce genre d'absurdités intolérables. Le Canada a besoin de direction. Il en a besoin maintenant et pendant tout le mandat de la présente législature si nous devons réaliser une véritable justice dans notre société—une justice ancrée dans l'ordre et nourrie de liberté. La démocratie est actuellement à l'épreuve. Je crois que les tensions reliées à l'inflation ainsi qu'au désordre économique-social et au mécontentement qui l'accompagnent réussiront à détruire la démocratie dans certains autres pays. Nous devons montrer que notre démocratie est suffisamment forte, que notre esprit de civisme et de solidarité et nos institutions démocratiques sont suffisamment solides et souples pour contrôler l'inflation chez nous—pour servir de cadre ordonné au sein duquel il est possible pour la liberté et la justice de s'épanouir. Pour en arriver là, il nous faut de la direction. C'est ce que j'exige du nouveau gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: C'est pour cette raison, monsieur l'Orateur, que, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner), je propose que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse en réponse au discours du trône: